



MISE À JOUR DES
PRINCIPES DIRECTEURS
POUR 2011-2012

TABLE DES MATIÈRES

Remarque : *Toutes les références s'appliquent aux Principes directeurs 2010 - 2011 à moins de mention contraire.*

1. CHANGEMENTS APPORTÉS AU VOLET EXPÉRIMENTAL

MODIFICATION DES PRINCIPES DIRECTEURS RÉGISSANT LE VOLET EXPÉRIMENTAL	2
CHANGEMENTS À LA POLITIQUE DE RÉCUPÉRATION DU VOLET EXPÉRIMENTAL	3

2. CHANGEMENTS APPORTÉS AU VOLET CONVERGENT

CHANGEMENTS À TOUS LES PROGRAMMES DU VOLET CONVERGENT	4
CHANGEMENTS À TOUS LES PROGRAMMES DE PRODUCTIONS	4
CHANGEMENTS AUX PROGRAMMES DE PRODUCTION SÉLECTIFS	6
CHANGEMENTS AU PROGRAMME DES ENVELOPPES DE RENDEMENT	6
CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME DE PRODUCTION DE LANGUE FRANÇAISE EN MILIEU MINORITAIRE	7
CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME AUTOCHTONE	7
CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME DE DOCUMENTAIRES D'AUTEUR DE LANGUE ANGLAISE	7
CHANGEMENTS AU PROGRAMME DE DIVERSITÉ LINGUISTIQUE	8
CHANGEMENT À LA MESURE INCITATIVE POUR LA PRODUCTION DE LANGUE ANGLAISE	8
CHANGEMENTS AU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	9
CHANGEMENTS AU PROGRAMME DE DOUBLAGE ET DE SOUS-TITRAGE	10

1. CHANGEMENTS APPORTÉS AU VOLET EXPÉRIMENTAL

MODIFICATION DES PRINCIPES DIRECTEURS RÉGISSANT LE VOLET EXPÉRIMENTAL

1. Description plus spécifique de l'aide au développement, à la production et à la mise en marché
 - Le volet expérimental appuie le développement, la production ainsi que les activités de mise en marché et de promotion. Le FMC a maintenant décrit en détails les paramètres de ces activités, ce qui permettra aux requérants de bien cibler le type de financement qui convient le mieux à leur projet.
> Voir la [section 2.1](#)
2. Éclaircissement des types de financement accordés
 - Antérieurement, les principes directeurs du volet expérimental ne spécifiaient que la forme d'aide offerte par le FMC à l'étape de la production, soit une participation au capital. Les principes directeurs précisent désormais la forme d'aide relative à chacun des types d'activités, soit la production, le développement ainsi que la mise en marché et la promotion.
> Voir la [section 2.2](#)
3. Changements de la contribution maximale du FMC pour certaines activités
 - Antérieurement, les principes directeurs prévoyaient un seul montant de contribution maximale applicable à toute aide financière accordée dans le cadre du volet expérimental peu importe le type d'activités. Le FMC a revu la hauteur de sa participation maximale selon le type d'activités financé. La contribution maximale du FMC pour le développement ainsi que pour la mise en marché et la promotion est de 500 000 \$, alors qu'elle demeure à 1 000 000 \$ pour la production.
> Voir la [section 2.3.1](#)
4. Déplacement et actualisation des renseignements sur les honoraires du producteur et les frais d'administration (HPFA)
 - Antérieurement, la section 2.3.2 des Principes directeurs prévoyait les règles relatives aux HPFA. Ces règles sont maintenant décrites à l'annexe B aux Principes directeurs – Politiques d'affaires.
> Voir la [Politique HPFA à l'annexe B](#); et le devis standard du FMC
5. Modifications de la grille d'évaluation
 - Antérieurement, la grille d'évaluation destinée à guider le processus sélectif de prise de décision du FMC dans le cadre du volet expérimental contenait un seul ensemble de facteurs de pondération, c.-à-d. la pondération accordée à chacun des quatre facteurs exprimée sous la forme d'un pourcentage de l'évaluation générale - et s'appliquait à l'ensemble des projets du volet expérimental. Maintenant, le FMC a prévu une pondération distincte pour chacune des activités à appuyer : la production, le développement ainsi que la mise en marché et la promotion. Les facteurs demeurent cependant inchangés.
> Voir la [section 2.4](#)
6. Projets en langues autres que les langues officielles
 - Antérieurement, le volet expérimental se limitait aux projets en français ou en anglais. Le FMC a maintenant supprimé cette restriction. Tant qu'un projet est autrement admissible, sa langue de réalisation n'a pas d'importance.
> Voir la [section 3.2](#)
7. Tous les projets doivent démontrer un lien avec le milieu culturel canadien
 - Antérieurement, les Principes directeurs prévoyaient que les projets admissibles étaient « destinés au grand public ou liés au secteur culturel canadien. » Le FMC a maintenant supprimé le mot « ou ». En conséquence, tous les projets doivent être destinés au grand public et liés au secteur culturel canadien.
> Voir la [section 3.2.2](#)

8. Éclaircissement quant aux projets convergents avec des productions télévisuelles ou cinématographiques
 - Antérieurement, le FMC précisait que les projets convergents avec des productions télévisuelles étaient inadmissibles à l'aide accordée dans le cadre du volet expérimental. Cette restriction a soulevé des questions quant au traitement accordé aux projets convergents avec des productions cinématographiques par rapport à ceux convergents avec la télévision. Le FMC a maintenant précisé que les projets convergents avec des productions cinématographiques sont aussi inadmissibles au financement du volet expérimental.
 - De plus, le FMC a défini ce qu'il considère comme de la convergence avec des productions télévisuelles et cinématographiques, notamment lorsque le projet fait intervenir une marque ou un personnage particulier. Dans certains cas, une marque ou un personnage peut revêtir une variété de formes médiatiques, dont la télévision ou le cinéma. Un projet interactif qui met en jeu cette marque ou ce personnage peut être soumis dans le cadre du volet expérimental. Le FMC déterminera alors si le projet soumis est un projet convergent avec une production télévisuelle ou cinématographique. Ainsi, la nature trans-médiatique de la marque ou du personnage ne saura, en soi, disqualifier le projet.
> Voir la [section 3.2.2.1](#)
9. Précision de la définition d'« innovation »
 - Le FMC a précisé sa définition de l'innovation en énonçant quatre degrés distincts d'innovation.
> Voir la [section 3.2.2.2](#)
10. Mise au point sur la notion de « partenaire du réseau de mise en marché »
 - Le FMC a précisé qu'un partenaire du réseau de mise en marché n'est requis qu'en cas de demande d'aide en production ainsi qu'en mise en marché et promotion.
 - Le FMC a précisé qu'il pourra renoncer à l'exigence relative au partenaire du réseau de mise en marché lorsque le requérant fait la preuve de sa capacité de distribuer efficacement son propre projet.
> Voir la [section 3.2.3](#)
11. Renseignement sur la première date limite
 - Le FMC a maintenant précisé qu'un maximum de 60 % de l'allocation du volet expérimental sera attribué à des projets déposés dans le cadre de la première date limite.

CHANGEMENTS À LA POLITIQUE DE RÉCUPÉRATION DU VOLET EXPÉRIMENTAL

1. Fin de la participation au droit de propriété intellectuelle
 - Antérieurement, le FMC avait un droit de participation indivise sur le droit de propriété intellectuelle des projets appuyés afin de garantir sa position de récupération. Désormais, le FMC continuera à récupérer son investissement à partir des revenus de production et des profits générés par les productions qu'il finance en proportion de son pourcentage de financement dans les projets (sous réserve des modalités décrites ci-après), mais il ne prendra plus de droit de propriété intellectuelle dans les projets.
2. Réduction de la part du FMC dans la participation aux profits
 - Antérieurement, le FMC participait aux profits générés par le projet appuyé selon son pourcentage de participation à la structure financière. Maintenant, après avoir récupéré la totalité de son investissement, le FMC renoncera à 25 % de sa part de participation aux profits, et ce, au profit du requérant. De plus, lorsque le FMC récupère 100 % de son investissement au cours des deux premières années de l'exploitation d'un projet, il renoncera à 25 % additionnels de sa part de participation aux profits au bénéfice du requérant, pour un total de 50 % de sa position de récupération initiale dans le projet.
> Voir la [Politique de récupération du volet expérimental](#)

2. CHANGEMENTS APPORTÉS AU VOLET CONVERGENT

CHANGEMENTS À TOUS LES PROGRAMMES DU VOLET CONVERGENT

1. Actualisation de la définition d'émissions de variétés
 - La définition d'émissions de variétés du FMC fait référence aux portions de l'émission qui sont des numéros ou des prestations et aux portions qui ne sont pas axées sur des numéros ou des prestations et stipule qu'au moins 50 % de la durée totale de la diffusion de l'émission soit composée de numéros ou des prestations. À compter de 2011-2012, les éléments directement liés aux numéros ou aux prestations (comme les segments d'interviews avec les artistes) seront considérés comme partie de la prestation et compteront dans le pourcentage de 50 % de numéros ou de prestations requis.
 - En outre, l'émission ne sera plus considérée inadmissible du seul fait de la présence d'« éléments inadmissibles ». Auparavant, le FMC ne considérait pas comme admissibles les émissions qui comportaient des éléments inadmissibles, peu importe si plus de 50 % de ces éléments inadmissibles étaient des prestations. Parmi les éléments qui étaient inadmissibles, on peut citer les concours, les hommages, les remises de prix, les célébrations d'événements spéciaux, les galas, les activités ou commentaires promotionnels, les présentations commanditées, les vidéoclips, les émissions d'entrevue. Maintenant, la présence de ces éléments ne signifie plus l'inadmissibilité de l'émission. L'émission doit quand même comporter au moins 50 % de numéros ou de prestations ou d'éléments directement liés aux numéros ou aux prestations. Certaines catégories de variétés – hommages, émissions de remises de prix et d'autres types d'émissions décrits à la section 3.2.TV.2 demeurent inadmissibles.
> Voir [l'annexe A](#)

CHANGEMENTS À TOUS LES PROGRAMMES DE PRODUCTIONS¹

1. Certaines dépenses liées à la mise en marché sont maintenant admissibles
 - Antérieurement, les dépenses de mise en marché et de promotion n'étaient pas considérées comme des dépenses admissibles dans les devis des productions appuyées par le FMC (sauf un nombre limité de dépenses de publicité en cours de production). Maintenant, certaines dépenses de mise en marché, - par exemple, les dépenses liées aux campagnes de mise en marché des composantes médias numériques, la participation à des marchés et l'optimisation des moteurs de recherche - sont des dépenses admissibles. Les dépenses de mise en marché admissibles ne peuvent dépasser 3 % des catégories B+C du budget de production de la composante télévision et 15 % des catégories B+C du devis de production de la composante médias numériques. De plus, les coûts de mise en marché et de promotion admissibles qui auront été identifiés dans le budget de production devront servir à de telles activités et ne pourront pas être réattribués à d'autres postes budgétaires.
> Voir les [sections 2.3.2TV.2](#) et [2.3.2.MN.1](#)
2. Éclaircissement du traitement de la vidéo sur demande (VSD)
 - La VSD peut être traitée comme une composante télévision ou une « 2e plateforme » selon le cas. Le FMC a maintenant précisé que lorsque les droits canadiens d'acquisition de la VSD sont inclus dans les droits de diffusion admissibles, l'exploitation VSD associée à ces droits sera considérée comme une composante télévision. En conséquence, ladite exploitation VSD ne peut servir à satisfaire à l'exigence de « 2e plateforme ».
> Voir la [section 3.2](#)

¹ Programmes des enveloppes de rendement, Programme de production de langue française en milieu minoritaire, Programme autochtone, Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise et Programme de diversité linguistique.

3. VSD, diffusion numérique non simultanée et 18 mois
 - Si la diffusion via un service de VSD titulaire d'une licence du CRTC ou la diffusion numérique non simultanée est invoquée pour satisfaire à l'exigence de 2e plateforme, ladite diffusion doit être offerte au public canadien dans les 18 mois suivant l'achèvement et la livraison de la composante télévision au télédiffuseur.
> Voir la [section 3.2](#)
4. Droits supplémentaires : Précision des notions de « vente électronique » et de « location numérique »
 - Le FMC a précisé que la notion de « vente électronique » ou de « location numérique » vise les cas où une version électronique de la composante télévision est vendue ou louée par l'entremise d'un dispositif de diffusion numérique aux fins de visionnement de manière répétée hors ligne sur un ou plusieurs appareils locaux par un utilisateur final.
> Voir la [section 3.2.TV.5.3](#)
5. Droits supplémentaires : clause d'invalidation en cas d'inutilisation et restriction sur les droits non acquis
 - Antérieurement, le FMC appliquait les deux règles suivantes uniquement aux projets dans lesquels il détenait un droit de participation au capital. Désormais, ces deux règles s'appliquent à l'ensemble des productions soutenues par le FMC dans le cadre du volet convergent : 1) les droits supplémentaires acquis par un télédiffuseur canadien ou par un service VSD canadien doivent être assujettis à une clause d'invalidation en cas d'inutilisation stipulant que le télédiffuseur canadien ou le service VSD canadien doit exploiter son ou ses droits dans les 12 mois suivant leur acquisition ; 2) l'entente de diffusion avec un télédiffuseur canadien ou un service de VSD canadien ne peut limiter la capacité du requérant à exploiter les droits supplémentaires non acquis pour plus de 12 mois.
> Voir la [section 3.2.TV.5.3](#)
6. Droits supplémentaires : ajout d'un nouvel objectif du FMC
 - Antérieurement, le FMC avait établi deux objectifs quant à son approche en matière de droits supplémentaires : promouvoir la transparence sur le marché de droits et maximiser le rendement du capital investi lorsqu'il participait au capital. Maintenant, le FMC a prévu un troisième objectif : maximiser la diffusion du contenu appuyé par le FMC sur plusieurs plateformes au profit de l'auditoire canadien.
> Voir la [section 3.2.TV.5.3](#)
7. Toutes les composantes médias numériques doivent être dotées de contenu riche et élaboré
 - En 2010-2011, le FMC reconnaissait deux types de contenu médias numériques : 1) le contenu de base (ex. les applications « Web 1.0 » rudimentaires, les sites Web simples de type « brochure » et les contenus et applications analogues); et 2) le contenu riche et élaboré (ex. les applications « Web 2.0 » et ultérieures, les sites Web hautement immersifs ou interactifs, les applications/contenus mobiles ou les jeux vidéo, les contenus ou les applications présentant un contenu élaboré selon les normes actuelles de l'industrie ou les surpassant, ou encore les contenus/applications analogues. Auparavant, pour assurer son admissibilité, on pouvait doter un projet d'une composante médias numériques de base et l'exigence de 2e plateforme se trouvait satisfaite (même si le FMC ne finançait pas le contenu de base). Maintenant, pour être considérée comme une composante médias numériques admissible, cette composante doit être dotée d'un contenu riche et élaboré. Le contenu de base ne permet plus de satisfaire à l'exigence de convergence. Les projets admissibles peuvent toujours satisfaire à l'exigence de 2e plateforme par une diffusion par l'intermédiaire d'un service VSD ou par la diffusion numérique non simultanée.
> Voir la [section 3.2.DM](#)

8. Un projet convergent dont la composante médias numériques riche et élaborée ne contient que du matériel préexistant comptera à 50 %
 - Les télédiffuseurs détenant une enveloppe à la performance doivent dépenser 50 % de leur enveloppe sur des projets convergents dont la composante médias numériques est riche et élaborée (voir section 3.2(2) des Principes directeurs). Désormais, si un projet convergent ne comporte que du matériel préexistant sans qu'aucune modification n'y soit apportée après le dépôt de la demande, les télédiffuseurs qui contribuent au projet ne recevront qu'un crédit de 50 % de la valeur de la contribution du FMC. Seuls les projets comportant du nouveau matériel riche et élaboré ou du matériel préexistant modifié de façon substantielle obtiendront 100 % du crédit.
> Voir la [section G.6 du Guide des enveloppes de rendement](#)
9. Il n'est pas nécessaire que la composante médias numériques soit financée à 100 % au moment du dépôt de la demande
 - Le FMC a précisé qu'il n'est pas nécessaire qu'une composante médias numériques soit financée à 100 % au moment du dépôt de la demande. Toutefois, toutes les composantes doivent être financées à 100 % à la date limite finale.
> Voir la [section 5](#)

CHANGEMENTS AUX PROGRAMMES DE PRODUCTION SÉLECTIFS²

1. Éclaircissement du traitement des crédits d'impôt lorsque les crédits d'impôt provinciaux sont haussés après le dépôt de la demande
 - Le FMC a prévu une règle régissant les programmes sélectifs exigeant l'intégration de 90 % de l'estimation des crédits d'impôt fédéral et provinciaux dans une entente de financement du FMC. Le FMC a maintenant précisé la façon dont sera traitée une hausse du crédit d'impôt provincial qui a lieu entre le moment de la signature d'une entente de financement entre le FMC et le producteur et le paiement du dernier versement par le FMC au producteur : lorsqu'une telle hausse survient, le FMC n'exigera pas l'intégration du montant résultant de cette hausse dans le calcul du 90 % du crédit d'impôt devant apparaître à la structure financière finale.
> Voir [l'annexe B, Traitement des crédits d'impôt](#)

CHANGEMENTS AU PROGRAMME DES ENVELOPPES DE RENDEMENT

1. Simplification des contributions maximales
 - Antérieurement, une variété de contributions maximales s'appliquait à la composante télévision d'un projet selon son genre et son budget. Maintenant, plusieurs de ces montants - et tous les montants relatifs aux projets de langue française - ont été supprimés et un pourcentage global de contribution maximale de 49 % des coûts admissibles liés à la composante télévision a été fixé.
> Voir les [sections 2.2 et 2.4](#)
2. Hausse du montant maximum pour les composantes médias numériques
 - Antérieurement, la contribution maximale pour les composantes médias numériques était fixée à 50 % des coûts admissibles de la composante ou 200 000 \$, soit le moins élevé de ces montants. Maintenant, le montant maximum a été augmenté de 200 000 \$ à 500 000 \$. Le pourcentage maximum de 50 % demeure inchangé.
> Voir la [section 2.3.1](#)

² Programme de production de langue française en milieu minoritaire, Programme autochtone, Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise et Programme de diversité linguistique.

3. La Politique sur le traitement des crédits d'impôt ne s'applique plus aux projets de langue française appuyés dans le cadre du Programme des enveloppes de rendement.
 - Antérieurement, tous les projets appuyés par l'entremise du Programme des enveloppes de rendement étaient soumis à une règle limitant l'intégration des crédits d'impôt fédéral et provinciaux à 90 % de leur valeur estimée, sauf si le producteur avisait le FMC de la nécessité de dépasser 90 %. Maintenant, cette règle ne s'applique qu'aux projets de langue anglaise; les projets de langue française peuvent intégrer plus de 90 % des crédits d'impôt estimé sans avoir à en aviser le FMC.
 - > Voir [l'annexe B, Traitement des crédits d'impôt](#)

CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME DE PRODUCTION DE LANGUE FRANÇAISE EN MILIEU MINORITAIRE

1. Tous les actionnaires de la société requérante doivent résider à l'extérieur du Québec depuis au moins trois ans
 - Avant, le FMC exigeait que l'actionnaire majoritaire d'une compagnie de production réside à l'extérieur du Québec depuis au moins 3 ans pour que la compagnie soit admissible au programme. Maintenant, tous les actionnaires doivent résider à l'extérieur du Québec depuis au moins trois ans avant la date de dépôt de la demande de financement auprès du FMC pour que la compagnie soit admissible au programme.
 - > Voir la [section 3.1 \(a\)](#)

CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME AUTOCHTONE

1. Les composantes télévision doivent être diffusées aux heures de grande écoute
 - Auparavant, le FMC ne précisait pas clairement que les composantes télévision appuyées par l'intermédiaire du Programme autochtone devaient être diffusées aux heures de grande écoute. Cette exigence est maintenant clairement énoncée.
 - > Voir la [section 3.2.TV.5\(d\)](#)
2. Les composantes médias numériques doivent être exploitées dans une langue autochtone
 - Auparavant, le FMC ne précisait pas clairement qu'une composante médias numériques devait être diffusée dans une langue autochtone du Canada, tout comme la composante télévision. Cette exigence est maintenant clairement énoncée.
 - > Voir la [section 3.2.MN](#)

CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME DE DOCUMENTAIRES D'AUTEUR DE LANGUE ANGLAISE

1. Combinaison de fonds provenant du Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise et du Programme des enveloppes de rendement
 - Lorsque le Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise a été lancé en 2010-2011, un projet ne pouvait pas recevoir de l'aide de ce programme et du Programme des enveloppes de rendement. Le FMC a abandonné cette pratique au cours de la dernière année financière et il poursuit cette approche en 2011-2012. Cette règle est maintenant clairement énoncée.
 - > Voir la [section 2.3.1.1](#)
2. Réduction de l'exigence seuil en matière de droits de diffusion
 - Antérieurement, l'exigence seuil en matière de droits de diffusion du Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise était fixé à 20 % des coûts admissibles de la composante télévision. Cette année, l'exigence seuil a été réduite à 15 %.
 - > Voir la [section 3.2.TV.5.1](#)

CHANGEMENTS AU PROGRAMME DE DIVERSITÉ LINGUISTIQUE

1. Éclaircissement du calcul du supplément des droits de diffusion
 - Antérieurement, les Principes directeurs énonçaient que le montant du supplément des droits de diffusion était calculé sur la base de la contribution du FMC au projet. Le FMC a corrigé cet énoncé pour le rendre cohérent avec les autres programmes du FMC, c'est-à-dire que le montant du supplément des droits de diffusion est plutôt calculé en fonction des coûts admissibles de la composante télévision.
2. Modification de la grille d'évaluation
 - La pondération des facteurs servant à l'évaluation des projets lors du processus sélectif de prise de décision a été modifiée. Auparavant, l'« intérêt du télédiffuseur » que traduit le niveau de droits de diffusion dans le projet s'élevait à 40 % de l'évaluation; ce pourcentage a maintenant été réduit à 30 %. Auparavant, le facteur « éléments créatifs » valait 20 %; ce dernier a été augmenté à 30 %.
3. La composante télévision doit être diffusée dans la langue originale de production
 - Antérieurement, le FMC exigeait qu'une composante télévision appuyée par l'entremise du Programme de diversité linguistique soit produite dans une langue autre le français, l'anglais ou une langue autochtone du Canada. Cependant, les principes directeurs étaient silencieux quant à la langue de diffusion des projets. Le FMC a maintenant précisé que la composante télévision doit être diffusée dans la langue originale de production.
> Voir la [section 3.2.TV.5 \(e\)\(i\)](#)
4. Les composantes médias numériques doivent être exploitées dans la langue originale de production
 - Antérieurement, le FMC ne donnait pas d'indication claire quant à savoir si la composante médias numériques devait être exploitée dans une langue autre que le français, l'anglais ou une langue autochtone du Canada, comme la composante télévision. Le FMC exige maintenant que la composante médias numériques soit exploitée dans la langue originale de production de la composante télévision.
> Voir la [section 3.2.MN](#)

CHANGEMENT À LA MESURE INCITATIVE POUR LA PRODUCTION DE LANGUE ANGLAISE

1. Le calcul de la mesure incitative se fait désormais par province ou territoire
 - Antérieurement, la Mesure incitative pour la production de langue anglaise visait cinq « régions » du Canada: le Canada atlantique, l'Ontario et Nunavut, le Québec, les Prairies, et la Colombie-Britannique, le Yukon, et les Territoires du Nord-Ouest. Désormais, l'accès à la Mesure incitative sera déterminé par province ou territoire plutôt que par régions.
2. L'admissibilité d'une province ou d'un territoire à la mesure est à la discrétion du FMC
 - Antérieurement, la mesure incitative pour la production de langue anglaise était accordée lorsque le volume de production enregistrée par une région tombait à moins de 20 % sous sa moyenne des cinq années précédentes. Les chutes de 19 % et moins dans une région ne permettait pas à celle-ci de se qualifier. Bien que le FMC conservera la balise de 20 %, il pourra accorder la Mesure incitative de manière discrétionnaire à des provinces ou territoires qui auront subi une chute de moins de 20 % si le FMC juge que cette chute est significative.
3. Les provinces et les territoires affichant un volume de production de moins de 1 % par rapport au volume de production général recevront une allocation minimale à titre de mesure incitative pour la production de langue anglaise
 - La formule de la Mesure incitative pour la production de langue anglaise exige une baisse d'activités de production de 20 % ou plus. Cependant, certains territoires ou provinces qui ont toujours enregistré de faibles niveaux de volume de production ne peuvent pas subir une chute de 20 %. En conséquence, ces provinces et territoires recevront un montant minimum.

4. Les provinces et territoires admissibles recevront 50 % de l'allocation de l'année antérieure s'ils s'avèrent inadmissibles à la mesure incitative.
 - Dès qu'une province ou un territoire devient admissible à la mesure incitative au cours d'une année, la province ou le territoire recevra 50 % de cette mesure incitative l'année suivante en cas d'inadmissibilité au cours de cette année. Cela permettra d'atténuer l'impact sur une province ou un territoire qui devient ainsi inadmissible à la mesure incitative.
5. Les séries renouvelées ne sont pas admissibles
 - Antérieurement, le FMC n'imposait aucune restriction sur l'admissibilité à la mesure incitative pour la production de langue anglaise selon le type de programmation. Maintenant, les séries renouvelées, c'est-à-dire les séries qui en sont à leur deuxième cycle ou à la saison subséquente sont inadmissibles à la mesure incitative pour la production de langue anglaise.
6. Deux dates finales
 - Antérieurement, la Mesure incitative pour la production de langue anglaise était accordée aux projets admissibles selon le principe du premier arrivé, premier servi, jusqu'à ce que se produise la première des éventualités suivantes : 1) épuisement de l'enveloppe de la Mesure; ou 2) date limite finale unique pour le dépôt de la demande fixée vers la fin de l'exercice financier du FMC. Maintenant, la Mesure incitative pour la production de langue anglaise aura deux dates limites. Ainsi, les fonds qui ne seront pas engagés à la première date limite seront aussi mis à la disposition des projets soumis par d'autres provinces ou territoires admissibles, et ce, jusqu'à la dernière date limite. La Mesure incitative pour la production de langue anglaise demeure un programme qui est géré en fonction du principe du premier arrivé, premier servi.

CHANGEMENTS AU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT

1. Admissibilité des dépenses de prédéveloppement
 - Antérieurement, les dépenses liées au prédéveloppement (comme les dépenses engagées à la phase préliminaire de développement et celles engagées pour présenter les projets aux télédiffuseurs) n'étaient pas financés par le FMC sauf dans le cadre du sous-programme d'aide en prédéveloppement de projets régionaux de langue française au Québec. Désormais, ces dépenses sont admissibles à l'aide du FMC pour tous les projets de développement.
> Voir la [section 2.3.2.TV.1](#)
2. Éclaircissement du financement concurrent des composantes télévision et médias numériques
 - Dans le cadre du Programme de développement, le FMC exige que tous les projets soient dotés d'une composante télévision et d'une composante médias numériques riche et élaboré. Il n'est cependant pas nécessaire que toutes les phases de développement comportent des travaux pour les deux composantes (télévision et médias numériques) ou que celles-ci soient toutes deux financées par le FMC à chacune des phases, en autant que le Requérant puisse démontrer qu'elles existent et qu'elles sont intégrées de façon significative.
> Voir la [section 3.2.MN](#)
3. Éclaircissement relativement aux dépenses canadiennes
 - Antérieurement, les Principes directeurs semblaient comporter une contradiction en stipulant à la section 2.3, que « seules les dépenses engagées au Canada sont admissibles », mais à la section 3.2.MN.1(b), qu'une composante admissible doit être « produite au Canada et au moins 75 % des dépenses admissibles sont des dépenses canadiennes. » En réalité, il ne s'agit pas d'une contradiction, car les deux sections visent deux choses bien différentes. La section 2.3 vise les dépenses que le FMC accepte dans le cadre du programme de développement. La section 3.2.MN.1(b), renvoie plutôt aux règles qui s'appliqueront à l'éventuelle production découlant du développement. Malgré tout, pour éliminer toute possibilité de confusion, la référence au 75 % à la section 3.2.MN.1(b) a été supprimée. Mais, les composantes médias numériques qui sont produites et financées par l'entremise des programmes de production du FMC doivent quand même respecter l'exigence de 75 % relative aux dépenses canadiennes.
> Voir les [sections 2.3](#) et [3.2.MN.1 \(b\)](#)

CHANGEMENTS AU PROGRAMME DE DOUBLAGE ET DE SOUS-TITRAGE

1. Hausse du montant maximum des frais administratifs prévu au devis de doublage ou de sous-titrage
 - Antérieurement, le FMC acceptait des frais d'administration raisonnables engagés par la société de doublage ou de sous-titrage jusqu'à 5 % du devis de doublage. Maintenant, ce pourcentage est augmenté à 10 %.
> Voir la [section 2.3.2](#)
2. Les composantes médias numériques sont admissibles à l'aide au doublage ou au sous-titrage
 - Antérieurement, seuls les projets télévisuels étaient admissibles à l'aide du FMC aux fins de doublage dans d'autres langues. Maintenant, les composantes médias numériques peuvent aussi bénéficier de l'aide dans le cadre du Programme de doublage et de sous-titrage.
> Voir la [section 3.2.1](#)